

République française

DEPARTEMENT de la DROME

DELIBERATION

**OBJET : VOUU POUR UNE SEPARATION STRICE DES BANQUES
DE_2013_069**

N° :

Séance du mardi 26 novembre 2013

Date de la convocation: 19/11/2013

*L'an deux mille treize et le vingt six novembre l'assemblée
régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Yves
ARMAND,*

Nombre de conseillers :

En exercice : 13
Présents : 11
Votants : 12

L'an deux mille treize et le vingt six novembre

Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT (Drôme).
S'est réuni en session ORDINAIRE, à la Mairie sous la présidence de Monsieur
Yves ARMAND.

Date de la convocation : 19 novembre 2013

PRESENTS : Yves ARMAND, Claude OTTAVIANI, Jean Claude LAMARRE,
Christine FOROT, Claude BASSET, Gerald CALVIER, Helene CHARANCON,
Nicole DUFOUR, Isabelle MEJEAN, Luce RICHARD, Jacques ROLLET

ABSENTS EXCUSES :

ABSENT NON EXCUSE : Damien PAMBOUR

REPRESENTE : Sylvie FAVIER par Jean Claude LAMARRE

SECRETAIRE DE SEANCE : Jacques ROLLET

Un débat a lieu sur une question vitale pour tous les citoyens de notre pays, d'Europe et du monde, mais il se déroule en coulisse : c'est la séparation stricte entre les banques de dépôt et de crédit d'une part, et les banques d'affaires et de marché d'autre part.

La Loi "de séparation et de régulation des activités bancaire" adoptée à la mi-juillet au Parlement français permettra aux abus des banques de perdurer, puisqu'elle ne les coupe pas en deux. Elle n'empêchera pas un nouveau krach financier d'avoir lieu. Pire, en cas d'accidents bancaires, ou bien les banques bénéficieront toujours de la garantie publique, ou bien les autorités publiques se chargeront de faire assumer aux actionnaires, clients et déposants, les pertes des activités de marché des établissements en situation critique, comme ce fut fait à Chypre.

La situation est la suivante : combinés, les actifs de BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et BPCE, représentaient 344 % du PIB français en 2009, contre 95 % en 1990. Les quelque 5000 milliards d'euros d'aides fournis par les pays européens aux banques européennes entre 2008 et 2012 n'ont fait que reporter les échéances en gonflant les bulles financières et en imposant l'austérité aux peuples.

Nous voyons toujours les conséquences des emprunts toxiques se manifester auprès des collectivités locales comme auprès des particuliers. Nous constatons que l'accès au crédit pour les entreprises se durcit. Nous déplorons les efforts fiscaux demandés aux collectivités locales, certaines allant jusqu'à

RF
Valence
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR : 02/12/2013
026-212603260-20131126-DE_2013_069-DE

se financer directement sur les marchés financiers parce que les besoins de la population augmentent et que les dotations de l'Etat sont réduites.

Considérant que les établissements bancaires ne peuvent à la fois fournir les services indispensables au développement économique et social et manoeuvrer sur les marchés financiers,

Considérant que contribuables et clients doivent être intégralement protégés des égarements de la finance, et que le crédit aux entreprises, aux ménages, aux collectivités territoriales et à l'Etat ne peut continuer à dépendre de stratégies financières,

Considérant qu'aucun argument ne peut s'opposer à la sanctuarisation des activités de dépôt et de crédit, sauf l'intérêt des établissements financiers eux-mêmes,

Considérant qu'il y a urgence, à la fois en raison des effets de la crise sur la vie quotidienne de nos collectivités et de ses conséquences tant au niveau de la France que de l'Europe,

Le conseil municipal après discussion et vote à l'unanimité, **SE PRONONCE :**

-pour la mise en place d'une législation de séparation stricte entre banques de dépôt et de crédit d'une part, et banques d'affaires et de marché d'autre part.

Il demande le dépôt et le vote, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, de la proposition de loi "relative au crédit et à la séparation entre banques de dépôt et banques de marché" qui lui a été soumise et qui répond à ses préoccupations.

Il demande à ce que le conseil général de VALENCE et le conseil régional de LYON appellent à leur tour de leurs vœux à la même prise de responsabilité des parlementaires français.

Le Maire : Y.ARMAND

